

LES GRANDS PROJETS URBAINS DURABLES À L'ÉPREUVE DE LEUR HABITABILITÉ :

LE CAS EXEMPLAIRE DE LA CONFLUENCE À LYON

Groupe Recherche Action (GRAC)

grac@cooprechercheaction.org

Membres de l'équipe :

Rémi ELIÇABE, Amandine GUILBERT, Yannis LEMERY

Contexte problématique

Depuis plus de dix ans maintenant, nous avons vu se multiplier les initiatives, de plus ou moins grande échelle, visant à faire advenir, à promouvoir et à consolider des modes de développement et de consommation durables. Le domaine des politiques de la ville, prises au sens large, ne fait pas exception, avec une myriade de projets d'écoquartiers, de processus d'éco-rénovation, d'opérations de sensibilisations pour étayer les pratiques éco-responsables d'habitants promus à la dignité plutôt nouvelle d'éco-citoyens. Le programme de recherche MOVIDA s'intègre tout à la fois à cette nébuleuse du développement durable, et en même temps prétend en mesurer l'effectivité et l'opérativité. Jusqu'à quel point, et surtout moyennant quelles innovations, ces politiques et ces initiatives diverses peuvent-elles effectivement impacter les modes de vie des populations ? Notre propre projet de recherche vise à déplacer cette question sur le terrain des politiques de réaménagement urbain, en posant la question suivante : la ville durable est-elle habitable, et sous quelles conditions, moyennant quels ajustements, quelles ruses pratiques ? Plus précisément, nous proposons de **documenter les effets de la mise en œuvre de projets de développement urbain durable sur les changements des modes de vie des citoyens, depuis les expériences qu'en font les habitants eux-mêmes**. Notre projet s'inscrit dans une démarche innovante dans la mesure où il entend interroger un aspect encore peu documenté à l'heure où ces projets urbains commencent tout juste pour certains à être investis : l'habitabilité de ces modèles de ville durable et la transformation des modes de vie que cette nouvelle urbanité engage effectivement. Il s'agit ainsi de mieux comprendre les épreuves de l'appropriation de ces projets localisés, qui associent éco-technologies et techniques de gouvernance, et qui cherchent à faire émerger et à soutenir de nouvelles pratiques dans la vie quotidienne, soit de nouveaux modes de vie. Les résultats attendus concernent une meilleure compréhension de l'opérativité et des limites des incitations comportementales contenues dans ces projets urbains (qu'il s'agisse de supports techniques, communicationnels, d'ateliers de concertation, de réunions de sensibilisation ou encore de la mise en place de séances de soutien personnalisé).

Terrain de recherche

La recherche s'est focalisée sur un terrain principal, le projet Confluence, situé dans le deuxième arrondissement à Lyon, mais qui, de par son envergure et son ambition à la fois en termes de restructuration urbaine pour l'agglomération et de rayonnement à l'échelle des métropoles internationales, incorpore et prend en charge sa propre exemplarité. Ainsi, il n'appartient précisément pas aux chercheurs de faire du projet Confluence un exemple d'éco-aménagement ou de ville durable, puisqu'il se constitue lui-même comme exemplaire.

- **Exemplaire déjà de par son ampleur** : la mise en œuvre du projet remonte au début des années 2000 et doit courir sur une vingtaine d'années, il concerne une superficie de 150

hectares pour « doubler la superficie de l'hyper-centre lyonnais dans le respect du plan climat » ;

- **La Confluence est exemplaire encore en tant que projet vitrine pour le Grand Lyon** : on touche ici à quelque chose de l'ordre de l'affirmation politique d'une souveraineté au travers des aménagements architecturaux. Au point de rencontre du Rhône et de la Saône, le quartier de la Confluence offre ainsi une *vue* sur Lyon au sens fort. Ce qu'on aperçoit lorsque l'on arrive depuis l'autoroute venant du Sud, ce sont le musée des Confluences et les bâtiments ultra modernes du quai de la Sucrière. Performance architecturale et technologique, pôle culturel et économique : le quartier de la Confluence offre d'emblée une perspective magistrale ou somptuaire, selon une fonction de glorification de la Métropole Lyonnaise et de ses promoteurs.
- **Le projet Confluence vaut comme paradigme également en tant que « quartier exemplaire de la ville intelligente à l'échelle européenne »**, en application du projet Lyon Smart Community. Ce projet, mené en partenariat avec les Japonais de NEDO et Toshiba vise à intégrer les nouvelles technologies au cœur des conceptions de l'urbain, à des fins de performances à la fois économiques et environnementales. Le « démonstrateur » de la Smart City à l'échelle du quartier Confluence comprend quatre volets opérationnels : la conception d'un ensemble de bâtiments à énergie positive ; la mise en service d'une flotte de véhicules électriques en auto partage ; l'installation de système d'audits énergétiques dans les logements ; la mise en place d'un système d'analyse des données liées à la consommation d'énergie de l'ensemble du site et notamment la production d'énergie renouvelable, les usages, mais aussi les conditions climatiques etc.
- **Le projet Confluence se veut emblématique enfin du point de vue du développement durable** : en matière d'habitat éco-performant d'une part (constructions aux normes HQE et BBC, voire à énergie positive, systèmes de chauffages urbains sensés être plus économes, etc.) ; l'ensemble du projet se définit également comme une alternative concrète à l'étalement urbain (contribuant à réduire l'usage des véhicules individuels au profit des modes doux : vélo, tram, notion de ville marchable...) ; et il s'agit au final de ménager l'intégration de la nature en ville (jardins et mares intégrés aux ensembles nouvellement construits, aménagement d'un bassin aquatique à proximité du pôle de commerces et de loisirs).

Outre la construction sur près de 80 ha de bâtiments neufs (et de manière multifonctionnelle : pour du logement, du logements social, des services, des commerces, etc.), le projet Confluence intègre également tout un processus d'éco-rénovation concernant les quartiers anciens au sud de la gare Perrache. L'éco-rénovation est pilotée d'en haut pour ce qui concerne une cité HLM du quartier Sainte-Blandine (275 logements) ; et recouvre un processus plus capillaire visant l'adhésion de plusieurs conseils de copropriété sur le secteur (avec un objectif sous cinq ans de 500 logements éco-rénovés).

Ce qui est très intéressant du point de vue de la recherche, c'est donc cette combinaison entre un déploiement de la ville durable en quelque sorte sur table rase (destruction d'une large partie du marché de gros, d'anciens entrepôts, etc. pour faire place à un écoquartier dit intelligent) ; et tout un processus d'éco-rénovation, c'est-à-dire un redéploiement de la ville durable venant cette fois-ci bousculer des usages et des pratiques bien établies. Cette mutation implique la mise en place de dispositifs d'acceptabilité innovants eux-aussi, notamment pour le projet de rénovation de la Cité Perrache, avec la mise à disposition des habitants de tablettes numériques et d'un accompagnement à l'usage, sur lequel a porté une partie de notre travail d'enquête.

Méthodologie

Pour notre enquête, et en dépit de la documentation pléthorique produite autour du projet Confluence (supports promotionnels, articles de presse, documentation technique, rapports produits par les différentes instances en charge du projet...), nous avons pris le parti de ne pas en passer par les catégories préalables du développement durable, ni par les dispositifs institutionnels de concertation ou de participation. Il s'agissait d'éviter le fléchage obligé vers les bons interlocuteurs, et les discours les plus en phase précisément avec le projet ; des points de passage obligés qui risquaient de faire écran avec l'expérience concrète de l'habiter. En plus de faire courir le risque de naturaliser les catégories utilisées pour la promotion du projet, l'approche centrée sur le projet et sa documentation crée un angle mort, celui de l'expérience des habitants et des usages qui sont faits de ces aménagements. L'approche ethnographique nous a semblé donc la plus ajustée pour rendre compte avec précision des enjeux opérationnels de ces projets de développement urbain durable depuis l'expérience qu'en font les habitants, et pour documenter les effets de leur mise en œuvre sur la vie des citoyens.

Cette enquête « du côté des habitants » s'est déployée de proche en proche, à partir de déambulations dans les espaces communs de la Cité Perrache et des quartiers neufs de la Confluence, les entretiens informels débouchant sur des rendez-vous à domicile permettant des séquences d'interview plus approfondies. En complément, les observations prolongées dans les espaces extérieurs (parcs, places, darse, trottoirs, cafés, centre commercial), dans les immeubles nouvellement construits et les bâtiments en voie d'éco-rénovation, permettent de saisir finement la manière dont les habitants appréhendent concrètement, à l'usage, ces agencements.

La cinquantaine d'entretiens individuels que nous avons réalisés nous a permis d'enregistrer les retours sur expérience des habitants concernés. Comment perçoivent-ils leur quartier, leur appartement, les dispositifs éco-performants, l'évolution de leurs modes de vie et les incitations à l'écocitoyenneté ? Il s'est agi par ces entretiens de recueillir sur site – c'est-à-dire là où, potentiellement, les problèmes pratiques se posent pour les habitants, que ce soit face à une tablette numérique de suivi des consommations énergétiques, un chauffe-eau solaire, ou des panneaux photovoltaïques installés sur le balcon, une buanderie mutualisée, etc. – une parole directement arrimée aux espaces concrets et à l'usage des technologies durables. Nous avons suivi à travers les entretiens et des moments plus ordinaires de vie collective dans ces quartiers, la constitution de liens et de réseaux de voisinage, en interrogeant la manière dont ceux-ci permettent aux habitants de redéployer autrement les modes de vie (différents modes de partage, de solidarité, etc.). Enfin, nous avons prêté attention aux pannes, aux incidents techniques, en suivant les formes de régulation individuelle et collective qui y répondent (interventions des techniciens, des institutions, gestion dans le réseau de voisinage, recours au droit etc.). Ces situations nous ont permis d'interroger la place faite aux usagers, à leurs habitudes et à leurs compétences, mais aussi les limites de celles-ci.

Sortir des catégories et modes de présentation classiques de la documentation publique ou promotionnelle du projet Confluence implique de réussir à recueillir la « parole des habitants », comme mode d'énonciation et de projection situé de l'habiter. Ce régime est caractérisé d'abord par sa manière *vivante* : l'habiter est à la fois pris et traduit dans cette langue vivante, et non dans les termes d'un langage formel et démonstratif. La langue vivante rebondit, se dilate, saute par ellipse et associe en permanence des plans différents, elle opère des liens improbables qui tracent pour le chercheur des réseaux à la fois d'explication et d'attachements. Donner aux récits toute leur ampleur permet de suivre une foule d'êtres parfois saugrenus, dans leurs transformations et leurs capacités à tisser l'expérience du quartier : on a ainsi dû suivre le trajet des nuisibles au travers les murs ou les couches d'isolants, ou l'étrange trajectoire d'un gobelet sale qui, jeté dans le bassin de plaisance, se met à proliférer en algues vertes, puis en véritable marais capable d'arrêter le passage de la navette fluviale...

Enfin, l'enquête a intégré en guise de contrepoint un terrain distinct du projet Lyon Confluence, situé dans le quartier des Maisons-Neuves à Villeurbanne. Il s'est agi par là de questionner un autre

accomplissement de la ville durable, se voulant lui aussi exemplaire, mais à une échelle beaucoup plus petite et selon une logique de projet ascendante, donc en quelque sorte inverse à celle de Confluence. Nous nous sommes attachés à l'expérience singulière du Village Vertical, une coopérative d'habitants construite au sein d'un écoquartier encore en cours de réalisation au moment de l'enquête. Le Village est présenté comme « un laboratoire d'écologie urbaine... d'abord dans sa conception : isolation, chauffage, matériaux sains, panneaux solaires par exemple ; mais aussi dans [ses] modes de vie (gestion des déchets, limitation de la voiture en ville, achats groupés, échanges de services entre voisins)»¹. Sur ce terrain, le format expérimental est celui d'un petit laboratoire alternatif soutenu par des militants sensibles aux valeurs écologistes et coopératives, l'expérimentation se veut « une alternative à l'individualisme et à la consommation frénétique ».

De par sa taille – 14 logements, un « village », le terme soulignant l'importance des liens de convivialité –, sa dynamique *bottom up*, son inscription dans un projet militant, le Village Vertical diffère considérablement des grandes opérations de la Confluence à l'initiative des pouvoirs publics, et ce contraste devait nous permettre de mieux situer et comprendre les éventuelles variations dans les manières d'habiter et les modes de vie associés à ces espaces. De plus, par l'étude de ce projet, nous avons souhaité interroger cette forme d'habitat coopératif, toute singulière, et cette participation collective (à la conception mais aussi à la vie quotidienne du Village), et mieux cerner leur impact sur la vie des habitants.

Questions de recherche

A partir de l'arrière-fond problématique exposé plus haut, sur la base d'une première approche exploratoire du projet Confluence et en fonction de cette logique de recherche plutôt empirique et ethnographique, nous déclinons les trois axes de questionnement suivants :

1. Comment habiter la ville laboratoire, ou ville prototype, la ville-en-train-de-se-faire ?

Un écoquartier construit dans une logique de table rase, tout comme les processus d'éco-rénovation, impliquent une remise à neuf et une remise à plat des habitudes. La question que nous posons est la suivante : comment *faire avec*, alors que les usages de la ville naissent précisément de l'habitude, se déploient dans une épaisseur historique, une patine qui donne son caractère à tel ou tel quartier, tel ou tel haut-lieu ? Comment, depuis cette tension constitutive, trouver des positions pour se projeter dans la ville durable ? Comment se produisent des « subjectivités en chantier », en phase avec les vicissitudes et les situations inouïes offertes par cette expérience urbaine de la ville en chantier

2. Quels usages effectifs, quelles pratiques circulantes définissent l'habiter dans la ville durable ?

Il y a ce qui est prévu par les architectes, les techniciens du développement durable et ensuite il y a les manières dont les habitants s'emparent (ou non) des espaces configurés ou reconfigurés à leur attention. Qu'en est-il des usages imprévus ou récalcitrants, des détournements, de tout ce qui déborde la maquette et la projection initiale de la ville durable ?

3. Comment s'élabore, à partir de là, un habiter participatif ?

Souvent les usages que nous avons rencontrés ont une dimension collective. Alors même que les espaces de la ville durable sont pensés pour des individus plus ou moins civils et disciplinés, voilà

1 Les citations suivantes entre guillemets sont extraites du site internet de la coopérative : <<http://www.village-vertical.org>>

que l'on se trouve confronté à de curieux collectifs, associations de voisins voulant promouvoir la vie du quartier d'avant, des collectifs de locataires opposés à la réhabilitation, ou plus classiquement des conseil de copropriété qui travaillent au ras du sol à rendre habitable le quartier durable ou la résidence supposée éco-performante, etc. Pour prendre en compte ce qui peut parfois être identifié par les responsables de l'action publique comme une sorte de bruit de fond, un effet parasite, il semble nécessaire d'explicitier ce qui se joue en termes de réaménagements infra institutionnels de la ville durable, depuis l'expérience la plus ordinaire des habitants.

Résumé du compte-rendu de recherche

Partie 1. Comment peupler, comment habiter la Confluence ?

Cette première partie nous offre l'opportunité d'un premier accès, ou d'une première plongée, dans l'épaisseur de notre matériau ethnographique. Notre argumentation dérive principalement d'une analyse du corpus d'entretiens menés auprès d'habitants de la Confluence (sur la ZAC 1 et à la Cité Perrache).

A partir du récit de ses habitants, nous cherchons à recueillir une expérience de la ville durable, en misant sur une forme de continuité entre trame urbaine et trame narrative. Cette trame est marquée par une dominante : le régime du dysfonctionnement ou du défaut. Qu'est-ce qui caractérise d'abord l'expérience de la ville durable telle qu'elle se trouve projetée depuis le projet Confluence ? « Ça ne marche pas exactement comme ça devrait ». Cette réponse peut paraître triviale mais il demeure que la ville prototype est nécessairement marquée par ce régime du dysfonctionnement, un certain dés-ajustement technologique. Et ce motif de la prise en défaut semble contaminer au fil des entretiens tout le fait urbain, redessinant par là la ville 2.0 sous l'angle d'une urbanité sous tension : écart entre le modèle de la ville durable éco-performante et la réalité, écologie urbaine défailante, processus de rénovation urbaine mise en cause, crise des politiques de la ville, etc.

La question de « qui habite la Confluence ? » devient dès lors indémêlable d'une interrogation sur « comment faire avec ces tensions urbaines » : comment se projeter dans la ville en train de se faire ? Pour y répondre, nous avons cherché à identifier un certain nombre de figures constituant des modes d'être en prise et des positions effectivement investies par nos interlocuteurs, vis-à-vis de ces dynamiques de transformations de la ville : les habitants pionniers (nouveaux habitants d'une ville en création) ; les récalcitrants (anciens habitants en bute à la rénovation, êtres rétifs aux dynamiques de transformations urbaines à l'œuvre, tout ce qui résiste et en retour fonctionne comme opérateur de réalité et épreuve de transformation) ; des êtres intermédiaires, des êtres de médiations entre ville ancienne et nouveau centre. En vis-à-vis, certaines figures requises dans les termes du projet frappent par leur absence, précisément parce qu'elles sont les figures d'un accomplissement qui (pour le moment ?) fait défaut : les *smart people* comme habitants naturels de la *smart city*, et les éco-citoyens sont globalement absents de la ville durable à la Confluence.

La dernière entrée de notre saisie ethnographique concerne les usages dans la ville durable, dans la ville en chantier : des usages travaillés par toute une série de contrastes et de recouvrements, parce qu'il s'agit à la fois de les réinscrire dans la trame spatiale et historique de la ville, et à la fois de les préfigurer ou de les potentialiser. On part de pratiques de l'espace aussi anodines en apparence que la promenade ou la marche, mais où se jouent pourtant des projections diverses de la ville durable, et qui nous introduisent directement à la question des conflits d'usage dans l'espace du quartier. Un deuxième éclairage concerne la question des sociabilités urbaines, largement à réinventer vue l'ampleur des transformations impliquées par le projet. À la Confluence, pris dans le bouleversement des grands équilibres urbains et l'émergence de la ville prototype, les usages et les activités parfois les plus ordinaires restent largement indécis et fluctuants, expérimentaux et

fragiles.

La ville durable, la ville prototype déployée depuis le projet Confluence est apparue au fil de cette première partie comme un espace en tension et incertain, du fait d'un profond bouleversement de la trame urbaine préexistante. Cette mutation implique une réinvention continuée des usages et des sociabilités, des modes de stabilisation subjectives (en vertu desquelles les habitants arrivent à se projeter à nouveau là où ils vivent), mais elle implique aussi et en un même mouvement des modes de rationalisation et d'intelligibilité de la crise de la ville, qui permettent aux habitants de retrouver des prises sur leur environnement. Ces trois aspects impliquent chaque fois toute une série de médiations collectives. La critique des dysfonctionnements se trouve largement socialisée dans le voisinage récalcitrant de la Cité Perrache, ou au sein du collectif des habitants-pionniers ; de même, nous avons pu mesurer au cours de l'enquête l'importance de la fonction instituante du Comité d'Intérêt Local Sud Presqu'île Confluence ou de la MJC Perrache ; ou bien encore, les « anges de la médiation », que nous avons répertoriés au titre de figures de la Confluence, tracent et entretiennent des collectifs fragiles, depuis des instances professionnelles éminemment collectives (un bureau d'étude, l'office HLM, le monde associatif local, etc.).

Sans que l'on se soit appesanti sur le sujet, le matériau recueilli pullule donc de collectifs en tout genre. Dans la partie suivante nous mettons spécifiquement l'accent sur ces médiations collectives qui trament de manière plus ou moins discrète l'habiter à la Confluence, et travaillent à inventer ou maintenir sa durabilité.

Partie 2 : Médiations collectives dans la ville durable

Comment fait-on collectif dans la ville durable, pour projeter ou maintenir cette durabilité, rendre vivable la ville prototype, articuler performance énergétique et déploiement de l'habiter, notamment dans sa dimension collective ? Deux modalités différentes apparaissent dans cette seconde grande partie du rapport : on trouve d'un côté les dispositifs techniques, comme traceurs de collectifs éco-responsables dans les termes même du projet, c'est-à-dire qui ont vocation à accompagner, y compris sur un mode mineur, le bon fonctionnement ou la mise en place d'une infrastructure technique (en ajustant les usages concrets) ; les seconds collectifs qui nous intéressent visent plutôt à remédier aux dysfonctionnements ou à la déstabilisation de la trame urbaine depuis le plan de l'habiter (qu'il s'agisse de faire face ou de faire avec cette grande mutation urbaine, mais dans les deux cas, bien souvent en l'absence d'interlocuteurs auxquels attribuer la responsabilité du projet d'ensemble).

D'abord on s'est intéressé à deux éléments technologiques à qui sont confiés cette capacité de faire collectif, le dispositif Conso Tab et les Réseaux de Chauffage Urbains. Le dispositif de gestion des consommations par tablette constitue un outil à la fois de sensibilisation et d'incitation à l'éco-consommation ; en équipant l'ensemble des logements de la Cité Perrache, il retrace le collectif des habitants en fonction de cette nouvelle sensibilité aux enjeux énergétiques ; et malgré l'hostilité de nombre de résidents, le dispositif semble produire ses effets en vertu d'une efficacité étrange. Le réseau de chauffage urbain et la Plateforme éco-rénov' qui l'accompagne visent à intégrer différents collectifs d'habitation (la Cité Perrache et diverses copropriétés) au réseau traçant matériellement la ville durable sous cette perspective de la maîtrise énergétique. Cette mise en collection est encore largement virtuelle aux vues de l'avancée à la fois des travaux et du processus d'intéressement.

Dans un deuxième temps, donc, nous nous sommes attachés à rendre compte de manières de faire collectifs qui visent moins à accompagner les mutations technologiques qu'à remédier aux perturbations qu'elles engagent dans les modes d'habiter à la Confluence ou à la Cité Perrache. La première manière collective correspond à la forme routinière et bien instituée du conseil syndical de

copropriété ; la seconde implique une forme plus contestataire et plus réactive avec la création, à peine amorcée, d'un collectif de défense des habitants face au processus d'éco-rénovation.

Dans cette partie il aura été question en permanence, sans qu'on le thématise expressément, d'opérations politiques : dans un premier temps nous nous sommes trouvés confrontés à une opération de gouvernance avec le traçage de collectifs à même de mettre en cohérence les technologies durables avec les modalités concrètes d'une vie à la Confluence. Il s'agit en somme de re-libérer dans le corps social les prescriptions morales ou civiques contenues dans l'appareillage technologique (sobriété énergétique, auto-limitation de son impact carbone, etc.) pour traduire, dans la vie des populations, les prescriptions politiques du développement durable.

Le volet consacré aux différentes associations d'habitants renvoie à une autre acception de la politique, comprise non plus comme l'accomplissement ou l'application par la puissance publique d'un principe de gouvernementalité, mais comme l'activité au travers laquelle des acteurs se donnent des prises collectives pour s'affronter aux problèmes qui se posent à leur portée (une politique à la Dewey, en somme). Dans le cas du conseil syndical ces opérations politiques visent l'institution d'une communauté, et l'articulation de sa micro souveraineté avec l'ordre politique plus large (politiques de la métropole, ordre public, etc.) ; pour le collectif d'habitant de la Cité Perrache, il s'agit d'articuler leurs expériences intimes en une plainte publique, appelant une prise en compte par les pouvoirs publics ou une mobilisation de plus grande ampleur.

On a vu que cette plainte s'arrêtait au seuil de l'arène publique, et leur contestation restait largement contrainte par la nécessité vécue d'une continuité de l'habiter. Il s'agit donc plutôt de phénomènes d'ordre infra politique ; mais ces éléments nous mettent déjà en présence du mystère de cet « autre » des projets de réaménagement urbains, qui ne peut être seulement réduit dans le face à face avec les aménageurs. A quoi rêvent les habitants ? Quelle vie bricolent-ils, contre, avec ou indépendamment des transformations urbaines ou des prescriptions de décideurs. Quelles écologies les habitent en propre, de quelles capacités de réaménagements sont-ils eux-mêmes porteurs ?

Partie 3 : Politiques de la ville durable

Dans le déploiement de la ville durable, le chantier ne s'achève pas avec la pose de la dernière pierre, mais avec le déploiement de ce qui s'y vit, même d'imprévu, même de contrevenant. La trame urbaine peut bien être relue sous cet angle : moins celui des grands projets, des grands réaménagements urbanistiques, mais celui des petits réaménagements continus, pour rendre la ville réellement habitable. C'est ce que nous avons essayé de ramasser sous la notion d'adaptation secondaire : la mobilisation de capacités de conversions à la fois matérielles et sensibles, depuis laquelle les attachements se déploient effectivement pour composer un monde vivable. Une capacité à *faire avec* : dans les ensembles neufs de la Confluence, il s'agit pour les nouveaux habitants de *recréer* un territoire existentiel à partir de la nouveauté radicale du quartier ; pour les habitants de la Cité Perrache l'enjeu consiste plutôt à *continuer* à habiter un quartier en perpétuelle mutation.

Les aménageurs n'ont pas le monopole des aménagements ; les concepteurs des éco-cités n'ont pas non plus celui de l'écologie. Dans les termes du projet Confluence, le volet environnemental se trouve largement délégué aux supports et infrastructures technologiques, et placé sous le signe des performances énergétiques. Cette version de l'écologie se voit largement disputée quand on cherche à recueillir l'expérience des habitants. Apparaît alors une pluralité de logiques et de manières de mettre en œuvre des modes de vie durables, du côté des architectes, des décideurs, des techniciens mais aussi des habitants, des usagers (parfois récalcitrants). Ces versions peuvent s'affronter, se déployer sur des plans sans continuité apparente, ou se combiner provisoirement de manière heureuse.

Dans un troisième temps nous avons donc opéré la variation de focale annoncée plus haut (dans la partie consacrée à notre méthodologie) sous le motif du contrepoint, en nous déplaçant sur un terrain où précisément trouvent à se combiner les registres de l'écologie politique ou militante, sa version aménagée (performance écologique du bâti et des équipements) et l'enjeu d'une écologie ordinaire. Cette combinaison singulière définit au Village Vertical les contours d'un véritable laboratoire d'écologie urbaine, dont on a essayé d'interroger au final les possibilités de déconfinement, de rayonnement, à l'échelle du quartier en cours de construction, dans ses entours immédiats (la ZAC des Maisons-Neuves).

Conclusion de la recherche et perspectives

Résultats de l'enquête

Notre étude a ainsi consisté à resymétriser la fabrique de la ville durable et à considérer une nouvelle répartition des capacités : les aménageurs n'ont pas le monopole des aménagements, les concepteurs d'éco-cités celui de l'écologie, et les experts, y compris en sciences sociales, celui de la critique ou de la théorie sur le fait urbain. Nous avons voulu tirer les conséquences théoriques et pratiques des leçons d'écologies qu'ont bien voulu nous donner nos interlocuteurs, afin de nous permettre, et avec nous la communauté de chercheurs et peut-être des décideurs, de nous mettre à leur hauteur (en nous attachant au plan de l'habiter et à la hauteur de vue qu'il recèle), quand ils essayent de nous faire comprendre ce que signifie habiter à la Confluence.

Habiter, c'est faire proliférer des médiations

La recherche académique sur le domaine a montré que du côté des architectes, des techniciens et des décideurs de ces grands projets urbains durables, une pluralité de logiques et de manières de mettre en œuvre des modes de vie durables coexistaient ou entraient en conflit les unes avec les autres. Il est moins visible en revanche dans les travaux des chercheurs que du côté des habitants, existe également une pluralité de logiques, de perceptions fines, de rationalités situées explicitement écologiques, s'ajustant elles aussi les unes aux autres, ou entrant en conflit avec fracas. Nous avons pu montrer que les capacités d'aménagement ne sont pas simplement du ressort des aménageurs, mais aussi de celui des habitants, qui, à l'usage, et par toutes les transformations que ces usages engagent refaçonnent à leur manière ce qui les entoure. Et ce jusqu'à produire parfois et contre toute attente, comme dans le cas du processus d'éco-rénovation de la Cité Perrache, un retour de la part des aménageurs, contraints *in extremis* de prendre en compte et d'intégrer les usages singuliers des uns et des autres. Ainsi en écoutant bien ce que nous disent les habitants de la Confluence, on ne constate pas de ruptures, non plus de hiatus entre les dispositifs techniques du développement durable et leurs usages sociaux mais plutôt toutes sortes de tensions. Les dysfonctionnements, aléas et pannes en série, les inadaptations des équipements, la fragilité de certains matériaux qui font le quotidien des habitants de la Confluence donnent lieu à des reprises, des ajustements, à une véritable multiplicité de rapports qui attestent de l'absence de séparation avec ces aménagements. Aussi, pour entrer en rapport avec eux, ces médiations ont recours à d'autres outils ou d'autres objets extérieurs aux projections initiales du projet. Nous remarquons également que ces médiations apparaissent là où tout pourrait nous laisser penser qu'elles en sont absentes. Les médiations dans lesquelles sont engagées les habitants trouvent aussi parfois à s'incarner dans des figures plus ou moins concrètes. Nous faisons référence à ces médiateurs incarnés que nous avons appelés « anges

de la médiation » et qui, par leur mode de présence sur le quartier, à la fois condensent et déploient les réseaux d'actants humains et non-humains. Mais il en va de même pour les figures plus spectrales comme les *poltergeist*. Aussi, là où nous pourrions être tentés de voir demeurer une ultime séparation ou rupture entre les habitants et leur écoquartier dans le caractère dé-terrestrialisé et projeté du quartier durable et de ses technologies additionnées, nous avons montré au contraire un quartier qui depuis ses débuts a toujours été mis à rude épreuves par l'eau, la terre et le vent, mais aussi la présence persistante des animaux réputés nuisibles, soit en prises avec un milieu débordant, qui n'obéit aucunement à l'opération d'urbanisme qui prétendait le soumettre. Cette caractéristique des médiations habitantes relève ainsi d'une composition avec le milieu, consistant pour les habitants (mais aussi les aménageurs et les décideurs) à devoir vaille que vaille *faire avec* les aléas qui surviennent et les êtres surprenants qui se manifestent. Du point de vue des habitants, l'habitabilité de la ville durable se joue en dernier ressort dans les espaces de médiations que sont ces arènes *a priori* banales et sans qualités particulières, les assemblées syndicales de copropriété, les interactions quotidiennes entre des locataires et un gardien ou un agent technique polyvalent de l'OPAC, un Conseil d'Intérêt Local, ou encore une association de locataires opposés à l'éco-rénovation. C'est bien souvent au sein de ces petits collectifs que s'élaborent les réajustements techniques, juridiques et pratiques qui doivent permettre une appropriation commune des différents espaces de la ville durable.

Habiter c'est élaborer des théories critiques et des systèmes d'explication

A cette première symétrie entre habitants et aménageurs, nous ajoutons une seconde symétrie : entre chercheurs et habitants cette fois-ci, une symétrie qui se situe du point de vue de leurs capacités à élaborer des théories critiques. C'est notamment le cas lorsque les habitants dénoncent le niveau d'abstraction de ces aménagements et dispositifs technologiques par rapport à leurs modes d'existences et à leur manière d'habiter. On retrouve alors dans leurs discours les problèmes pointés par exemple par V. Renauld autour de la « désolidarisation des techniques de l'habitat écologique » ou la « privatisation de l'habitat » (qui « prive l'habitant de chez-soi ») dans le quartier de Bonne à Grenoble ; théorie qui est aussi celle que propose F. Valegeas à propos du quartier des Brignères à Auxerre lorsqu'il parle de « dépossession du logement par les dispositifs techniques ». Les habitants que nous avons rencontrés formulent le même genre de théorie lorsqu'ils pointent les limites de la ventilation double flux (« qui est-ce qui vit dans une bulle ? ») ou encore quand ils exemplifient leur critique par un store électrique qui, plutôt que de se baisser, allume la télévision.

Comme on a pu le voir, les théories des dysfonctionnements sont également au cœur des discours recueillis. C'est notamment l'une des caractéristiques de la figure de l'habitant-pionnier tel qu'il est apparu au cours de la recherche, par sa capacité critique et sa posture assez systématique de contre-expertise. La ville prototype dysfonctionne, cela semble assez logique, mais ce qui est beaucoup plus frappant, c'est la capacité des habitants rencontrés à proposer des analyses, des critiques, et des systèmes d'explication pour ces dysfonctionnements. Ces théories, comme les médiations exposées plus haut, constituent en tant que telles d'autres manières de franchir le hiatus supposé entre usages des habitants et aménagements de la ville durable. Penser les pannes, ou encore la faible concrétisation des objets techniques, est une manière selon nous de reprendre le fil, soit de créer quelque chose comme une fiction qui met les habitants à l'échelle de ce qui leur arrive, et qui les prépare à remédier effectivement aux problèmes divers qu'ils rencontrent. Mais cette théorie des dysfonctionnements se branche également sur une analyse plus profonde de la fragilité de la ville durable, cette « grosse machine » à laquelle ils ont à faire, par laquelle ils font particulièrement valoir leurs facultés d'explication et de mise en cause. Les personnes rencontrées remontent au plus loin les réseaux qui rendent cette machine en apparence si robuste afin d'en révéler l'extrême vulnérabilité... Analyses qui, là encore, rejoignent celles formulées par certains chercheurs, critiques de la marchandisation de la ville, de la puissance et du rôle joué dans cette économisation par les

grands groupes de promoteurs et d'aménageurs. Enfin, les habitants font valoir leur expertise du milieu. Cette perception proprement écologique du territoire, on nous l'a souvent décrite comme une lutte contre les éléments, les eaux du fleuve ou les infiltrations dans les remblais, le béton et les terres alluviales qui supportent les différentes strates de réalisations humaines sur le site.

Habiter c'est problématiser

Un terme est revenu souvent dans ce rapport, celui de problème : les habitants de la Confluence sont toujours confrontés à des problèmes, ils nous en font part et, à notre tour, nous tentons de restituer la manière dont ils les formulent. Cette position centrale du problème, nous l'avons interrogée en conclusion sous l'angle philosophique de la problématisation.

Nous avons été amenés à faire apparaître tout au long de ce rapport l'intelligence particulière des habitants, et notamment leur capacité à formuler des problèmes d'ordres très divers (techniques, politiques, écologiques, sociaux, économiques, éthiques...) à partir des situations troublées dans lesquelles ils se trouvent pris et qui mêlent des questions souvent relatives à différents domaines. Or cette capacité à poser des problèmes, c'est justement ce que ne reconnaissent pas, en l'état et dans la majorité des cas, les dispositifs de l'urbanisme urbain durable, et singulièrement tous ceux qui doivent pourtant pouvoir faire le lien avec les habitants (outils de sensibilisation, pédagogiques, de concertation, etc.). On attend des habitants qu'ils s'informent sur les projets, qu'ils adoptent des comportements éco-responsables, qu'ils prennent conscience des enjeux climatiques, et plus largement qu'ils se rendent sensibles à des problèmes qu'on leur soumet, l'environnement même est fabriqué pour transformer leur mode de vie. Mais l'on attend que très rarement voire jamais d'eux qu'ils soient en mesure de formuler, pour leur propre compte et au bénéfice de tous, des problèmes intéressants, des bons problèmes, c'est-à-dire des problèmes qui ouvrent à des solutions possibles.

L'examen des résultats de notre enquête nous fait penser que les habitants dont parlent les aménageurs, ou ceux que le site Lyon-confluence appelle les « usagers du quartier », relèvent plus du règne des machines que de celui des êtres vivants, et que l'intelligence qu'on leur confère tient plus de l'intelligence artificielle que de l'intelligence humaine. Pour G. Simondon, ce qui différencie les êtres vivants et les machines automatisées, c'est la capacité que les premiers ont de « se donner à eux-mêmes leur propre information », « le vivant a la capacité de se donner lui-même une information, même en l'absence de toute perception, parce qu'il possède la capacité de modifier les formes des problèmes à résoudre ; pour la machine, il n'y a pas de problèmes, juste des données modulant des transducteurs [...] la machine ne peut pas réformer elle-même ses formes »². De ce fait, Simondon fait des êtres humains les témoins des problèmes qui se posent aux machines et que seules, elles ne peuvent se formuler à elles-mêmes : « avant de faire marcher une machine, il faut la programmer ». Si l'on suit Simondon, aucune équivalence ne peut être faite entre les dysfonctionnements techniques des aménagements durables et ce qui trop souvent apparaît dans la littérature comme des dysfonctionnements d'usages, des mésusages ou des « mauvaises pratiques ». Conférer aux habitants la seule capacité à changer de formes, à comprendre des informations qu'on leur fournit, à s'adapter à l'environnement, à modifier leurs comportements, c'est leur refuser au moins trois capacités pourtant fondamentales. D'abord la capacité non plus de changer leurs formes de vie, comme le réclament les dispositifs incitatifs, mais de se donner à eux-mêmes leur propre information et par là, la capacité de problématiser de manière adéquate ce qui leur arrive. Mais c'est aussi leur refuser de devenir, aux côtés des ingénieurs, des architectes et des techniciens, des témoins des problèmes que les technologies d'aménagement durable rencontrent dans leurs premières réalisations. Enfin c'est leur refuser de pouvoir développer, depuis des attachements singuliers à une localité, à un milieu de vie, une pensée et des rapports originaux à l'écologie.

2 Simondon, G., *op cit*, p. 144 et suivantes.

« Résoudre un problème, c'est pouvoir l'enjamber, c'est pouvoir opérer une refonte des formes qui sont les données même du problème. »³ Les habitants de la Confluence sont constamment obligés de projeter en avant les problèmes qu'ils rencontrent, pour sauter par dessus le hiatus pourtant parfois paradoxalement éprouvé entre les usages et les aménagements, pour assurer une continuité possible de leur habiter. S'il n'y a pas de face à face entre les habitants et les aménageurs ou les concepteurs, il n'y a donc pas non plus de « grand saut » à faire de la part des habitants, ni pour espérer rendre compte adéquatement de leur point de vue. Prendre au sérieux la capacité de problématisation des habitants c'est, comme nous l'avons montré tout au long de notre rapport, accepter de les suivre lorsqu'ils « sautent » d'un lieu à l'autre, d'un domaine à l'autre, d'un temps à l'autre en traçant une logique qui ne ressemble à aucune logique formelle. Cette logique de problématisation que mettent en œuvre les habitants est une logique d'êtres vivants, aux prises avec les exigences nouvelles et inattendues réclamées par ce milieu encore étrange.

Considérer les habitants comme des êtres qui ont la capacité de problématiser plutôt que comme des automates perfectionnés, c'est enfin apporter une objection de poids au gouvernement des conduites, qui tend à régir de plus en plus l'urbanisme urbain et durable. S'il ne s'agit plus de gouverner des conduites, des flux ou des machines auto-apprenantes mais des êtres capables de poser des problèmes, alors les données même du problème du gouvernement de la ville changent de nature. La question qui se pose alors (et à laquelle nous tentons à la suite d'apporter quelques premiers éléments de réponse) est peut-être toujours celle d'un gouvernement à distance, un gouvernement qui serait aussi de « laisser faire », mais qui plutôt que de réformer les subjectivités dans le sens de ses préconisations, aurait lui-même à s'adapter à des résolutions de problèmes locaux, collectivement décidées et mises en œuvre par des collectifs d'habitants.

Acquis de la recherche à l'adresse des décideurs et pistes de recherches futures

Nous proposons à la suite une mise à plat de ce que nous considérons comme les acquis de notre recherche à destination des décideurs. Nous ne proposons pas ici de prescriptions au sens fort, il s'agit plutôt de rappeler quelques principes de vision, de participer à l'élaboration d'un guide de lecture servant à décrypter les enjeux actuels de l'habiter dans la ville durable.

Premièrement, il en va d'un petit rappel, une sorte d'évidence, quelque chose qui va s'en dire mais que nous formulons tout de même : la mise en œuvre de la ville durable ne s'arrête pas sur plan, ou au moment de la livraison des premiers immeubles éco-performants, ni même après l'inauguration en grande pompe de tel ou tel écoquartier. Ce moment d'inauguration correspond plutôt au démarrage d'une nouvelle phase de réalisation : l'épreuve de réalité, avec toutes les innovations, les réajustements qu'une telle épreuve réclame du côté des habitants et usagers. Et même quand ces réajustements sont le fait d'êtres, de collectifs récalcitrants, il ne faut pas perdre de vue qu'on a affaire ici non pas à des « parasites » ou à un brouillage de l'action publique mais sans doute à son effet le plus précieux : quelque chose comme une vie sociale qui finit par prendre dans le paysage inhospitalier d'une ville en chantier. Si les habitants pionniers peuvent faire montre de leurs capacités critiques, c'est à la condition qu'ils fassent preuve aussi d'une vertu spécifique : une certaine opiniâtreté, celle qui les oblige à prendre le relais, à faire les ajustements qui doivent pouvoir effectivement rendre la ville durable habitable. La question qui se pose alors est la suivante : quelle vertu escompter symétriquement de la part des décideurs ? Il s'agit ici d'ouvrir de plein droit le registre des adaptations secondaires, c'est-à-dire d'inviter les décideurs à rester attentifs et vigilants dans la prise en compte et le prendre soin de toutes les initiatives qui s'inventent à cet endroit-là.

3 *Ibid*, p. 145.

Deuxièmement, comme nous l'ont montré le travail initié par les salariées de la MJC Confluence et celui patiemment mené par la chargée de mission à la réhabilitation de la Cité Perrache, la concertation, comme réelle prise en compte des volontés des habitants, ne peut fonctionner et avoir les effets escomptés qu'à condition de s'inscrire à la fois localement et dans la durée. C'est parce que les maîtres d'œuvre et financeurs du projet d'éco-rénovation se sont déplacés au lieu même où les problèmes se posaient à la Cité Perrache, et que la chargée de mission passe dans la cité une grande partie de ses journées depuis plus d'un an, que les plaintes et craintes des habitants ne peuvent être simplement écartées d'un revers de main. Ainsi la concertation est d'abord un processus long, qui nécessite d'associer le plus en amont possible les futurs habitants. La temporalité de l'habiter est celle de la vie, elle nécessite que les décisions qui engagent au plus près cet habiter puissent elles aussi être prises avec le temps qu'elles exigent. La concertation est ensuite un processus fragile, qui nécessite de ne pas perdre de vue que les aller-retours entre habitants et aménageurs doivent s'accomplir avec une certaine régularité mais aussi qu'ils impliquent une confiance suffisante pour avancer pas à pas et ensemble dans le projet. Enfin, elle est un processus situé et pris dans un monde d'attachements, ne répondant pas aux critères de la logique formelle. Il s'agit ici pour les décideurs de mettre en suspend la correspondance toujours forcée entre logique d'aménagement, répondant à des critères techniques internes aux différentes disciplines concernées, et la logique des habitants, répondants à des critères vitaux dont aucun modèle formel ne peut rendre compte. Il faut donc accepter que les logiques du vivant et les logiques techniques du développement urbain durable ne se recouvrent jamais complètement, et que tout l'enjeu consiste précisément à leur donner la possibilité de se mettre en rapport.

Pour illustrer le troisième point et ouvrir clairement une piste de recherche, nous reviendrons sur le cas du Village Vertical dans la ZAC des Maisons-Neuves à Villeurbanne. Au-delà de l'intérêt spécifique de cette expérimentation, une piste de recherche émerge en effet, qui viserait à élucider la manière dont des expériences pilotes de ce type parviennent s'articuler à l'écoquartier (voire à la ville durable) dans son ensemble : quelles initiatives partant des collectifs expérimentaux vont diffuser, entrer en résonance dans le quartier à l'entour ? Comment une expérimentation singulière est-elle susceptible de se déconfiner et d'entraîner des dynamiques plus larges à l'échelle du quartier ? On voit se profiler à partir de ce cas spécifique un nouveau modèle de gouvernance environnementale qui, au-delà des aménagements urbains éco-performants, au-delà des solutions purement technologiques, et sans tomber dans les ornières du « blockhaus » ou du « ghetto écologique » prétend s'appuyer sur des acteurs innovants et militants, frayant leurs propres pistes d'émergence pour la ville durable et solidaire.

Le quatrième point sur lequel nous voudrions attirer l'attention fait appel aux principes fondateurs du développement urbain durable. Nous voulons parler d'une localité branchée sur le monde global, aussi bien soucieuse des enjeux planétaires auxquels sont confrontés aujourd'hui les êtres humains que des problèmes locaux qu'impliquent ces problématiques dites globales. D'une ville durable soucieuse de maintenir un pluralisme des attachements sensibles et des points de vue informés, prenant en compte au même niveau le point de vue des techniciens et celui des habitants. Enfin, d'un caractère négocié et véritablement discuté démocratiquement des projets.

Comme nous l'avons esquissé plus haut, nous pensons qu'une gouvernance responsable des projets d'urbanisme urbain durable implique une logique d'action publique qui ne chercherait pas à cadrer les devenir imprévus des projets, en amont et par avance ; cette logique de l'accompagnement, attentive aux émergences, nous semble la plus à même de faire la place qu'elles méritent aux « autres écologies », situées et expérimentales, que notre rapport a cherché à mettre en valeur.